



## «Les années Macron vont laisser des traces» : une défiance toujours plus ancrée chez les personnels de l'éducation nationale

La 12<sup>e</sup> édition du baromètre Unsa-Education des métiers, publié ce mardi 17 septembre, montre que les personnels souffrent du grand écart entre leur travail rêvé et celui vécu. Plus d'un tiers envisage de changer de métier dans les prochaines années.

Près de 500 000 personnels du service public, dont plus de 62 % d'enseignants, ont répondu au printemps dernier au 12<sup>e</sup> baromètre de l'Unsa-Education dont les résultats sont rendus publics ce mardi 17 septembre. Un record et un constat : «Il faut mettre le premier employeur de France devant ses responsabilités, plaide Morgane Verviers, secrétaire générale de l'Unsa-Education. Aujourd'hui, la réalité ne peut plus être ignorée. 92 % des personnels aiment leur métier mais ils en sont empêchés.»

Si ce pourcentage ne varie pas depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, près de 72 % des personnels estiment que leurs conditions de travail ne sont pas satisfaisantes, soit 16 points de plus qu'en 2017. 38 % aimeraient changer de métier dans les prochaines années, soit plus de 350 000 personnes. Depuis 2017, la défiance s'est ancrée. 88 % ne sont pas d'accord avec les choix politiques faits dans leur secteur d'activité, soit une progression de 20 points en sept ans. Cela concerne essentiellement les professeurs du second degré (plus de 93 %) et les personnels de direction (88 %). «Les années Macron laissent et vont encore laisser des traces sur le champ de l'éducation», résume Morgane Verviers.

Quelles sont les priorités des salariés de l'éducation (enseignants, administratifs, personnels de direction ou infirmières) ? Plus de 58 % d'entre eux placent le pouvoir d'achat sur la première place du podium. Faute de moyens, beaucoup ont renoncé à des loisirs, se sont privés de vacances, de soins ou ont limité leurs dépenses alimentaires. Les entrants dans le métier sont les plus touchés. 28 % d'entre eux disent avoir renoncé à des dépenses alimentaires.

### Exposition aux risques psychosociaux

Sur la deuxième marche du podium des priorités, la charge de travail, jugée trop importante pour plus de la moitié d'entre eux, soit 8 points de plus par rapport à 2017. Elle est particulièrement élevée (79 %) pour les inspecteurs de l'éducation nationale, les inspecteurs pédagogiques régionaux et académiques. Un tiers s'inquiète de leurs perspectives de carrière et la santé grimpe dans les préoccupations en passant de la dixième à la quatrième place du classement. «C'est un angle mort des politiques de ressources humaines, estime Morgane Verviers. 74 % des collègues qui jugent la santé prioritaire disent ne pas avoir accès à la médecine du travail.» Pourtant, leur exposition aux risques psychosociaux est importante. Plus de la moitié du personnel estime travailler en «situations de stress» (51 %) et avec un «manque de reconnaissance». Selon Morgane Verviers, «le système tient parce qu'on compte sur la résilience, voire la résignation de nos collègues. Pourtant, on arrive au bout. Il faut repenser toute l'organisation du travail».

Action sociale, accès à la médecine de prévention, au télétravail, à la formation continue (près des 20 % des répondants disent avoir payé eux-mêmes leur formation), possibilité d'une réelle mobilité dans la fonction publique... «Pour répondre au défi de l'attractivité,





URL :<http://www.libération.fr/>

PAYS :France

TYPE :Web Grand Public

JOURNALISTE :Cécile Bourgneuf

► 17 septembre 2024 - 13:49

[> Version en ligne](#)

il faut d'abord répondre aux besoins de ceux déjà en poste», juge l'Unsa-Education.

Pour aller plus loin :

